



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Discours de Jean Christophe Schwaab, Moutier, 1^{er} mai 2007

Bonjour chers et chères camarades,

On nous rabâche de partout que c'est la reprise. Moi, je n'en vois pas encore vraiment les traces. Et pour les plus de 20'000 jeunes sans place d'apprentissage et contraints de croupir dans une file d'attente, pour les 2500 jeunes qui n'ont rien du tout à la sortie de l'école, la reprise semble encore bien loin. Il y a tout de même des chanceux qui trouvent une place de formation, y reçoivent une formation de qualité et un encadrement suffisant, puis trouvent un emploi stable après leur apprentissage. Mais le patronat et les partis bourgeois font tout pour que les jeunes ne sachent jamais ce qu'est un emploi digne.

Dès l'entrée en formation, les jeunes doivent oublier ce que le mot respect veut dire. Pour trouver une place, il faut multiplier les postulations, même pour des métiers qui ne conviennent ni à ses souhaits, ni à sa motivation, ni à ses compétences. Ces dizaines, voire centaines de postulations restent le plus souvent sans la moindre réponse, ne serait-ce qu'un accusé de réception. Les jeunes migrantes et migrants ont particulièrement de la peine, car ils sont souvent victimes d'une discrimination inacceptable: si vous indiquez la mauvaise nationalité, la mauvaise langue maternelle, ou tout simplement le mauvais nom de famille, votre dossier de postulation passe à la corbeille. Interpellées sur ce sujet, les associations patronales nient le problème, ou, pire, le justifient avec des préjugés xénophobes du genre «on sait bien que tous les jeunes de l'immigration créent un jour ou l'autre des problèmes...»

Pourtant, négliger pareillement la formation de la relève se paie très cher. Dans les régions horlogères, on mesure à quel point les patrons ont été imprévoyants. On voit aussi que celui qui fait confiance au libre marché ne fait que se bercer d'illusions. Autorités fédérales et associations patronales ne cessent en effet de nous seriner que l'offre en places d'apprentissage reflète les besoins à long terme en personnel qualifié. Si c'était vrai, les entreprises horlogères n'auraient pas totalement négligé la formation d'apprentis et ne feraient actuellement pas face à une pénurie de main d'œuvre qui pourrait s'avérer fatale. Camarades, cela démontre que le marché est incapable de subvenir à ses besoins en matière de formation et que l'Etat doit intervenir, en formant lui-même et en mettant en places de mesures pour inciter les entreprises à former des apprenties et des apprentis.

Par bonheur, certains cantons prennent le problème au sérieux. Le canton du Jura va par exemple dans la bonne direction en instaurant un fond pour la formation professionnelle, afin de répartir les frais de formation sur toutes les entreprises, et pas seulement sur celles qui se donnent la peine de former. Ces fonds ont fait leurs preuves dans d'autres cantons : à Fribourg, à Genève, à Neuchâtel, en Valais. J'espère que les électrices et électeurs jurassiens diront oui lors de la prochaine votation cantonale, pour faire un pas important pour notre jeunesse, mais aussi pour montrer à quel point les associations patronales qui ont lancé le référendum manquent de vision d'avenir! Et votre victoire nous donnera du courage, à nous vaudois qui souhaitons aussi qu'un tel fond soit créé!

Un fond pour la formation professionnelle doit aussi voir le jour dans le canton de Berne, afin de faire enfin passer à la caisse les entreprises qui ne forment pas. J'espère sincèrement que votre gouvernement rose-vert prendra la chose en main. Sinon, à quoi sert-il?

Ces mesures doivent être appliquées sans retard, car nous connaissons les conséquences à long terme de la pénurie de places d'apprentissage. Les jeunes qui n'ont pas de formation post-obligatoire, par exemple un CFC ou une maturité, ont en effet toutes les chances de débiter et de terminer leur vie active à l'aide sociale. Ils devront alors accepter n'importe quel emploi, à n'importe quelle condition. Et parfois, ce sont les collectivités publiques qui organisent la sous-enchère salariale, en proposant des «jobs à 1000.—Fr.». Celui qui n'accepte pas un tel travail indigne est automatiquement traité de paresseux et lourdement sanctionné. Revendiquer tout simplement le respect se paie cher de nos jours.

Même ceux qui ont trouvé une place de formation sont traités avec de plus en plus de mépris. La commission de l'économie et de la redevance du conseil national veut instaurer 4 dimanches de travail de plus par an sans supplément de salaire et refuse de lancer une consultation sur ce projet. Le parlement a libéralisé le travail nocturne et dominical dès 18 ans, et le Conseil fédéral se prépare, par voix d'ordonnance, à faire travailler un grand nombre d'apprenties et d'apprentis mineurs la nuit et le dimanche, même si cela n'est pas indispensable à leur formation professionnelle. Pourquoi? Tout simplement parce que certains patrons peu scrupuleux l'exigent. Ils confondent formation et main d'œuvre bon marché. Pourtant on sait que c'est mauvais pour la santé et la qualité de la formation des apprentis concernés. Heureusement qu'il reste la gauche et les syndicats pour défendre les conditions de travail des jeunes. Camarades, nous avons raison de ne rien céder!

Et surtout, nous avons raison de ne pas tolérer ce crédo néolibéral qui tente de faire croire à la population qu'il suffit de flexibiliser les conditions de travail pour créer des emplois. Nous crions plutôt haut et fort que la flexibilité crée des travailleurs précaires ou pauvres et détruit des places de travail. Nous savons que les salaires de misère, le travail sur appel, le travail temporaire n'existent que pour rendre les salariés dociles et améliorer les profits des employeurs. A nous de lutter pour que notre avenir ne soit pas précaire!